

Adresse aux délégués du 48^e congrès de la CGT

Année après année, l'offensive du patronat, relayée par l'Union Européenne et les gouvernements successifs, est de plus en plus brutale : destruction des acquis sociaux, privatisations, licenciements collectifs, précarisation du travail et des conditions de vie, démantèlement de pans entiers de l'industrie et des services publics...

Dans cette situation, les travailleurs et la jeunesse ont besoin d'une stratégie de classe et de masse pour résister pied à pied et pour préparer une contre-offensive générale. Des avancées pour les travailleurs ne peuvent être que le produit de luttes parvenant à mettre le grand capital sur la défensive.

Or la direction de la CGT, à l'image des autres organisations syndicales, suit une orientation diamétralement opposée. C'est pourquoi nous, regroupements de militants syndicaux de diverses sensibilités, tous partisans d'un syndicalisme de classe et de masse, avons décidé de nous unir pour nous adresser à vous, camarades délégués du 48^e congrès.

Responsabilité de la direction confédérale dans les défaites successives

§ 2003 : défaite du grand mouvement contre la réforme des retraites ; or la direction avait accepté de discuter avec le gouvernement le principe de cette « réforme » antisociale ; elle a ensuite justifié sa stratégie molle de « journées d'action » diluées dans le temps par la prétendue « efficacité » d'une alliance avec la CFDT ; elle a enfin pris prétexte de la trahison de Chérèque pour refuser d'appeler à l'extension de la grève et à la grève générale, comme le demandaient des millions de manifestants dans la rue.

§ 2004 : réforme Douste-Blazy de la protection sociale, après un « diagnostic partagé » émanant du « Haut Conseil pour la réforme de l'assurance maladie » auquel la direction avait accepté de participer ; changement de statut d'EDF et de GDF, après que les directions (confédérale et de la FNME CGT) eurent accepté le principe de l'actionariat salarié et cautionné, sans l'aval des syndicats et des militants et grévistes de terrain, la promesse de Sarkozy prétendant que l'État garderait 70 % du capital. On voit ce qu'il en est aujourd'hui...

§ 2005 : refus de la direction confédérale d'appeler à voter NON au référendum sur la « Constitution européenne », même après le désaveu que lui a infligé le CCN du 3 février, puis de tirer les conclusions du rejet massif de cette « Constitution » par les travailleurs ; refus de donner une suite aux puissantes « journées d'action » du 10 mars et du 4 octobre ; refus de lutter pour le maintien d'une SNCM nationalisée à 100 % — Bernard Thibault allant jusqu'à négocier avec Villepin juste après que celui-ci eut envoyé la police et l'armée contre les marins et les travailleurs portuaires en grève.

§ 2006 : puissant soulèvement des étudiants et lycéens contre le gouvernement ; mais, sous prétexte d'alliance avec la CFDT, la CGC, la CFTC, etc., la direction de la CGT a cantonné les revendications au « retrait du CPE », refusant de s'appuyer sur le mouvement et sur la crise politique pour exiger le retrait de toute la loi dite « sur

l'égalité des chances », du CNE, de la privatisation de GDF et des autres contre-réformes. Corrélativement, la direction de la CGT et les autres organisations se sont contentées d'appeler à des « journées d'action » et non à la grève tous ensemble et en même temps. Enfin, elles se sont adressées « solennellement » à Chirac et ont accepté d'aller rencontrer les députés de l'UMP et d'arrêter la mobilisation en attendant les résultats de ces « discussions ».

La direction veut en finir totalement avec le syndicalisme de lutte de classe !

À l'occasion de ce 48^e congrès, loin de mettre en cause son orientation qui a fortement contribué aux défaites, la direction CGT entend franchir un seuil décisif dans l'abandon du syndicalisme de classe. Pouvons-nous accepter de désarmer ainsi la classe ouvrière ?

*** Refusons la pratique des « diagnostics partagés » et le recours systématique aux « négociations » à froid entre prétendus « partenaires sociaux » :** cette stratégie revient à associer les syndicats à la préparation des contre-réformes, voire à leur co-élaboration, au lieu de préparer la résistance par la lutte de classe.

§ Refusons la ligne du « syndicalisme rassemblé » qui, sous le prétexte d'une « unité » factice et d'une « efficacité » douteuse, revient à soumettre le syndicalisme authentique à la collaboration de classe.

§ Refusons l'intégration de la CGT à la CES et demain à son clone international souhaité par la direction confédérale sur la base d'une fusion entre le réformisme et le social-christianisme. Contre ce prétendu « syndicalisme » qui n'est que le cache-sexe et le faire-valoir de l'Union européenne et du capital mondialisé, nous en appelons à un *syndicalisme de classe réellement internationaliste*.

§ Dénonçons l'effacement des revendications collectives et des mots d'ordre clairs qui ont fait la force du mouvement ouvrier depuis le XIX^e siècle, au profit de la « revendication » de « droits liés à la personne », tel le « nouveau statut du travail salarié » proposé par la direction de la CGT et repris maintenant par les Sarkozy et autres partisans de la « flexi-sécurité ». À cette individualisation des droits, facteur d'atomisation de la classe ouvrière, nous opposons des revendications collectives : défense des acquis sociaux, interdiction de la précarité, baisse générale du temps de travail pour embaucher les chômeurs, sans baisse de salaire et sans flexibilité, renationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises privatisées, etc.

Au final, la satisfaction des travailleurs exigera que le grand capital soit vaincu et que ces derniers prennent en main leur avenir par l'appropriation collective des moyens de production.

C'est pourquoi nous appelons les camarades délégués qui refusent d'abandonner la lutte de classe à s'opposer à l'orientation de la direction confédérale !

Lille, le 25 avril 2006

Collectif Unitaire pour un Front Syndical de Lutte de classe collectif.syndical.classe@wanadoo.fr Tél. : 02 37 36 44 61 http://collectif-syndical-classe.over-blog.com	Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de classe Anti-bureaucratique courantintersyndical@free.fr Tél. : 06 08 86 73 13 http://courantintersyndical.free.fr	Continuer la CGT continuer.la.cgt@wanadoo.fr Tél. : 01 64 14 41 48 http://assoc.wanadoo.fr/continuer.la.cgt/	Collectif Général des Travailleurs CGT-E Dalkia info@cgtedalkia.com Tél. : 01 74 61 19 51 http://www.cgtedalkia.com
---	---	--	---